

mille efforts, empruntant les dehors de la prospérité, se gonflant pour simuler l'embompment ; prospérité menteuse, qui a donné une fausse idée de la richesse publique en France. Mais comme on s'agitait de toutes parts pour réparer sa détresse, ou pour en dérober l'aspect, comme les affaires se multipliaient, comme on spéculait sur la terre et sur ses produits, et sur toutes les branches de la fortune publique et privée, les impôts rendaient, les rentes montaient, la Bourse, la seule industrie qui fût réellement prospère, se glorifiait, et le gouvernement, venant apporter ses statistiques erronées, ses budgets croissants et ses fonds haussants, prétendait y trouver des preuves des progrès de la richesse nationale. On a vu combien cette richesse était, au contraire, en décadence, lors de la crise des blés, en 1846. Une seule insuffisance de récolte n'aurait certes pas produit des effets aussi désastreux, si le capital social n'avait été déjà gravement altéré.

Les causes de cette altération, antérieures à la révolution de Février, et parmi lesquelles cette révolution n'a été qu'une dernière crise, ont besoin d'être soigneusement observées ; car trop de personnes s'imaginent qu'il ne s'agit que de se replacer en arrière ; elles ne s'aperçoivent pas que, rentrer dans les anciennes voies, non seulement ce n'est pas remédier au mal accompli, mais que c'est, au contraire, se remettre sous le joug des causes qui ont produit ce mal, et préparer de nouveaux désastres.

Une considération, toute naturelle, toute légitime, s'attache à la possession des richesses ; car les richesses ne s'acquièrent ni ne se conservent point sans certaines qualités. Même héréditaires, elles témoignent de la transmission de ces qualités dans les familles, par le sang ou par l'éducation, et, à ce prix, elles ont un double reflet. Sous un autre rapport, elles sont la source directe de cette influence personnelle, qui consiste à pouvoir payer des services, et, suivant le langage populaire, à *faire travailler*. Cette influence, ce patronage, ce rayonnement nécessaire de la richesse, l'esprit de la démocratie ne les repousse pas ; au contraire, il condamne comme injuste et odieux le bas sentiment de jalousie et d'envie qui veut soulever le pauvre contre le riche, et qui est tout l'opposé du sentiment de l'égalité. Celui qui a l'égalité dans le cœur ne se croit pas abaissé, parce qu'il y a, dans la société, des gens plus riches que lui ; au contraire, celui qui se sent humilié d'être pauvre serait gonflé de suffisance, s'il possédait les avantages contre lesquels s'exhale son fiel. L'envie et l'orgueil sont entés sur la même branche de l'âme.

Mais il ne faut pas que la loi vienne encore exalter les avantages